

Art. 2. De kandidaturen worden ingediend bij de Cellule Culture-Enseignement bedoeld bij Hoofdstuk II van Titel IV van het voornoemde decreet van 24 maart 2006 ten laatste tegen 31 oktober. Ze worden ingediend samen met een motiveringsbrief en het curriculum vitae van de kandidaat.

Art. 3. De kandidaten worden ten laatste tegen 1 december over hun aanstelling ingelicht. De vertegenwoordigers van culturele operatoren worden aangesteld voor een periode van drie jaar.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 15 september 2006.

Art. 5. De Minister tot wiens bevoegdheid Cultuur behoort, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 8 september 2006.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Presidente,
belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M. ARENA

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,
Mevr. F. LAANAN

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2006 — 4384

[C - 2006/29181]

15 SEPTEMBRE 2006. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif au congé pour interruption de carrière dans les Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel et des Organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, et notamment l'article 11;

Vu le décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles, de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC), et notamment l'article 13 remplacé par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière, et notamment l'article 45, alinéa 2 remplacé par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé "O.N.E.", et notamment l'article 24, § 2, modifié par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion, et notamment l'article 137, § 3;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle, tel que modifié;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 8 décembre 1988 déterminant certaines fonctions dont les titulaires sont exclus du bénéfice de l'interruption de carrière;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 1995 rendant applicable aux agents des Services du Gouvernement de la Communauté française et de certains organismes d'intérêt public de la Communauté française l'arrêté royal du 28 février 1991 relatif à l'interruption à mi-temps de la carrière professionnelle dans les administrations de l'Etat;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 novembre 1996 rendant applicable aux agents des Services du Gouvernement et de certains organismes d'intérêt public de la Communauté française l'arrêté royal du 28 février 1991 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans les administrations et autres services des ministères;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 février 1997 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les Services du Gouvernement de la Communauté française, notamment l'article 7;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juillet 1998 relatif au départ anticipé à mi-temps, notamment l'article 4;

Vu l'arrêté royal du 7 mai 1999 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle du personnel des administrations, notamment l'article 1^{er};

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 octobre 2000 portant des mesures d'application de la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public - semaine volontaire de quatre jours - pour ce qui concerne les Services du Gouvernement de la Communauté française, le Commissariat général aux Relations internationales, l'Office de la Naissance et de l'Enfance et le Service de perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française, notamment l'article 6;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 relatif aux congés et aux absences des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 26 avril 2001;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 19 juin 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 juin 2001;

Vu les avis du Conseil de direction de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donnés les 9 juillet 2001 et 22 novembre 2004;

Vu les avis du Conseil de direction du Commissariat général aux Relations internationales, donnés les 20 juillet 2001 et 20 décembre 2004;

Vu les avis du Conseil de direction du Ministère de la Communauté française, donnés les 20 août 2001 et 22 novembre 2004;

Vu l'avis du Conseil de direction du Conseil supérieur de l'Audiovisuel (CSA) de la Communauté française, donné le 1^{er} décembre 2004;

Vu la demande adressée le 16 novembre 2004 à l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication et à l'Institut de la Formation en cours de carrière et l'absence d'avis de leur Conseil de direction dans le délai requis de 10 jours prévu par l'article 4, al. 3, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 fixant le statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu le protocole n° 247 du Comité de Secteur XVII, conclu le 10 octobre 2001;

Vu l'accord du Ministre fédéral des Pensions, donné le 19 janvier 2005;

Vu l'accord du Conseil des Ministres fédéral, donné le 23 juin 2006;

Vu l'avis 40.832/2/V du Conseil d'Etat, donné le 3 juillet 2006 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement du 15 septembre 2006,

Arrête :

Article 1^{er}. L'arrêté royal du 7 mai 1999 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle du personnel des administrations et toute disposition qui le modifierait sont applicables aux membres du personnel nommés à titre définitif des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII, à l'exception des titulaires d'un des grades repris ci-après au regard du service public auquel il appartient :

- Services du Gouvernement : grades de rang 12 ou d'un rang supérieur;
- Commissariat général aux Relations internationales : grades de rang 12 ou d'un rang supérieur;
- Office de la Naissance et de l'Enfance : grades de rang 10 ou d'un rang supérieur, sans préjudice pour les grades de rang 10 de l'application du chapitre 3, sections 1^{re} et 2 du même arrêté;
- Institut de Formation en cours de Carrière : grades de rang 12 ou d'un rang supérieur;
- Conseil Supérieur de l'Audiovisuel : grades de rang 12 ou d'un rang supérieur;
- Entreprise des Technologies Nouvelles et des Télécommunications : grades de rang 12 ou d'un rang supérieur.

Toutefois, sans préjudice de l'article 25 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII, le membre du personnel exclu du champ d'application du présent arrêté en vertu de l'alinéa 1^{er} et qui en fait la demande, peut être autorisé soit par le Gouvernement ou le Ministre ou le fonctionnaire général auxquels ce pouvoir a été délégué, soit par le Conseil d'Administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance pour ce qui concerne les membres du personnel relevant de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, dans le cas où le bon fonctionnement du service ne s'en trouve pas compromis, à bénéficier des dispositions du présent arrêté.

Les dispositions du chapitre 3, sections 1^{re} et 2, du même arrêté et toute disposition qui les modifierait sont applicables aux membres du personnel stagiaire engagés dans les mêmes services.

Les dispositions du chapitre 3, sections 2 et 3, du même arrêté et toute disposition qui les modifierait sont applicables aux membres du personnel contractuel engagés dans les mêmes services.

Art. 2. Le membre du personnel qui désire interrompre sa carrière en application de l'arrêté royal du 7 mai 1999 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle du personnel des administrations informe par écrit l'autorité dont il relève de la date à laquelle l'interruption prendra cours ainsi que de la durée de celle-ci.

Cette communication est formulée au moins trois mois avant le début de l'interruption à moins qu'à la demande de l'intéressé, l'autorité n'accepte un délai plus court.

L'interruption de carrière prend cours le premier jour d'un mois.

Moyennant un préavis de deux mois, communiqué par lettre recommandée à l'autorité dont il relève, le membre du personnel qui a interrompu sa carrière peut reprendre son emploi avant l'échéance de la période d'interruption.

La reprise d'emploi s'effectue le premier jour d'un mois.

Les délais visés aux 4 alinéas précédents ne sont toutefois pas d'application aux membres du personnel qui peuvent se prévaloir d'un délai plus favorable fixé par l'arrêté royal du 7 mai 1999 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle du personnel des administrations.

Art. 3. A l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement du 13 février 1997 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les Services du Gouvernement de la Communauté française sont ajoutés les mots suivants :

« — soit lorsque l'agent bénéficie d'une interruption de carrière sauf lorsque cette interruption de carrière est accordée pour soins palliatifs ou soins pour un membre du ménage ou de la famille qui est gravement malade ou pour le congé parental. »

Art. 4. A l'article 4, second alinéa, de l'arrêté du Gouvernement du 14 juillet 1998 relatif au départ anticipé à mi-temps, les mots "à mi-temps" sont supprimés.

Art. 5. L'article 6 de l'arrêté du Gouvernement du 26 octobre 2000 portant des mesures d'application de la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public - semaine volontaire de quatre jours - pour ce qui concerne les Services du Gouvernement de la Communauté française, le Commissariat général aux Relations internationales, l'Office de la Naissance et de l'Enfance et le Service de perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française est modifié comme suit :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, sont ajoutés les mots "sauf lorsque le bénéficiaire de l'interruption de carrière interrompt, en application du § 2, le régime de la semaine volontaire de quatre jours";

2° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, sont ajoutés les mots suivants :

« — interruption de carrière pour soins palliatifs ou soins pour un membre du ménage ou de la famille qui est gravement malade ».

Art. 6. Sont abrogés :

1° l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 8 décembre 1988 déterminant certaines fonctions dont les titulaires sont exclus du bénéfice de l'interruption de carrière;

2° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 1995 rendant applicable aux agents des Services du Gouvernement de la Communauté française et de certains organismes d'intérêt public de la Communauté française l'arrêté royal du 28 février 1991 relatif à l'interruption à mi-temps de la carrière professionnelle dans les administrations de l'Etat;

3° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 novembre 1996 rendant applicable aux agents des Services du Gouvernement et de certains organismes d'intérêt public de la Communauté française l'arrêté royal du 28 février 1991 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans les administrations et autres services des ministères.

Toutefois, les membres du personnel qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, bénéficient d'un régime d'interruption de carrière en application d'un des arrêtés visés à l'alinéa précédent restent soumis audit arrêté jusqu'à la fin de la période d'interruption de carrière en cours.

Art. 7. Sont abrogés, dans l'arrêté royal du 1^{er} juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle :

1° l'article 11, 1°;

2° le Chapitre VI.

Art. 8. Entrent en vigueur le 31 décembre 2006 :

1° le Chapitre III, section 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 relatif aux congés et aux absences des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII;

2° le présent arrêté.

Art. 9. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 15 septembre 2006.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,
Cl. EERDEKENS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2006 — 4384

[C — 2006/29181]

15 SEPTEMBER 2006. — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende het verlof wegens loopbaanonderbreking in de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector van de Franse Gemeenschap en van de Instellingen van openbaar nut die onder het Comité van sector XVII ressorteren**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11;

Gelet op het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC), inzonderheid op artikel 13, vervangen bij het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, inzonderheid op artikel 45, tweede lid, vervangen door het voormelde decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de "Office de la Naissance et de l'Enfance" (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn), afgekort « O.N.E. », inzonderheid op artikel 24, § 2, gewijzigd bij het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep, inzonderheid op artikel 137, § 3;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de Rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 8 december 1988 tot bepaling van sommige ambten waarvan de titularissen van het voordeel van de onderbreking van de loopbaan worden uitgesloten;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 1995 waarbij het koninklijk besluit van 28 februari 1991 betreffende de halftijdse loopbaanonderbreking in de rijksbesturen van toepassing wordt verklaard op de ambtenaren van de Diensten van de Regering en van sommige instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 november 1996 waarbij het koninklijk besluit van 28 februari 1991 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in de besturen en andere diensten van de ministeries op de ambtenaren van de Diensten van de Regering en van sommige instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschap toepasselijk wordt verklaard;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 februari 1997 betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, inzonderheid op artikel 7;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 juli 1998 betreffende de halftijdse vervroegde uittreding, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 mei 1999 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan van het personeel van de besturen, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 26 oktober 2000 houdende maatregelen tot toepassing van de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector - vrijwillige vierdagenweek - voor de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, het "Commissariat général aux Relations internationales" (Commissariaat-Generaal voor Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap), de "Office de la Naissance et de l'Enfance "O.N.E." (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn van de Franse Gemeenschap) en de "Service de perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française" (Dienst voor heffing van het kijk- en luistergeld van de Franse Gemeenschap), inzonderheid op artikel 6;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004 betreffende de verloven en afwezigheden van de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 26 april 2001;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 19 juni 2001;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 19 juni 2001;

Gelet op de adviezen van de Directieraad van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", gegeven op 9 juli 2001 en 22 november 2004;

Gelet op de adviezen van de Directieraad van het "Commissariat général aux Relations internationales", gegeven op 20 juli 2001 en 20 december 2004;

Gelet op de adviezen van de Directieraad van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, gegeven op 20 augustus 2001 en 22 november 2004;

Gelet op het advies van de Directieraad van de "Conseil supérieur de l'Audiovisuel" (CSA) van de Franse Gemeenschap, gegeven op 1 december 2004;

Gelet op de aanvraag gestuurd op 16 november 2004 aan het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC) en aan het Instituut voor de vorming tijdens de loopbaan en het gebrek aan advies van hun Directieraad binnen de vereiste termijn van tien dagen bepaald door artikel 4, derde lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het protocol nr. 247 van het Comité van Sector XVII, gesloten op 10 oktober 2001;

Gelet op de akkoordbevinding van de Federale Minister van Pensioenen van 19 januari 2005;

Gelet op de akkoordbevinding van de Federale Ministerraad van 23 juni 2006;

Gelet op het advies 40.832/2/V van de Raad van State, gegeven op 3 juli 2006 met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1^o van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 15 september 2006,

Besluit :

Artikel 1. Het koninklijk besluit van 7 mei 1999 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan van het personeel van de besturen en elke bepaling die het zou wijzigen, worden van toepassing op de vastbenoemde personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector van de Franse Gemeenschap en de van de Instellingen van openbaar nut die onder het Comité van sector XVII ressorteren, met uitzondering van de titularissen van één van de graden hierna opgenomen tegenover de openbare dienst waartoe hij behoort :

— Diensten van de Regering : graden van rang 12 of hoger;

— Commissariaat-Generaal voor Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap : graden van rang 12 of hoger;

— Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn van de Franse Gemeenschap : graden van rang 10 of hoger, onverminderd voor de graden van rang 10 de toepassing van hoofdstuk 3, afdelingen 1 en 2 van hetzelfde besluit;

— Instituut voor de vorming tijdens de loopbaan : graden van rang 12 of hoger;

— de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector van de Franse Gemeenschap : graden van rang 12 of hoger;

— het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC) : graden van rang 12 of hoger.

Nochtans, onverminderd artikel 25 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren, kan het personeelslid dat uitgesloten is van de toepassing van dit besluit krachtens het eerste lid en dat erom vraagt, toegelaten worden om de bepalingen van dit besluit te genieten, ofwel door de Regering of de Minister of de ambtenaar-generaal die daartoe bevoegd werd verklaard, ofwel door de Raad van bestuur van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", ingeval de goede werking van de dienst erdoor niet in het gedrang wordt gebracht.

De bepalingen van hoofdstuk 3, afdelingen 1 en 2, van hetzelfde besluit en elke bepaling die ze zou wijzigen, zijn van toepassing op de stagedoende personeelsleden aangeworven in dezelfde diensten.

De bepalingen van hoofdstuk 3, afdelingen 2 en 3, van hetzelfde besluit en elke bepaling die ze zou wijzigen, zijn van toepassing op de contractuele personeelsleden aangeworven in dezelfde diensten.

Art. 2. Het personeelslid dat zijn loopbaan wenst te onderbreken met toepassing van het koninklijk besluit van 7 mei 1999 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan van het personeel van de besturen, licht de overheid waaronder hij ressorteert in over de datum waarop deze onderbreking uitwerking zal hebben alsook over de duur ervan.

Deze mededeling wordt minstens drie maanden voor het begin van de onderbreking ingediend tenzij op aanvraag van de betrokkene de overheid een kortere termijn aanvaardt.

De loopbaanonderbreking heeft uitwerking met ingang van de eerste dag van een maand.

Mits vooropzeg van twee maanden, medegedeeld per aangetekende brief aan de overheid waaronder het ressorteert, kan het personeelslid dat zijn loopbaan heeft onderbroken zijn betrekking opnieuw bekleden voor de vervaldag van de onderbrekingsperiode.

De wederbekleding van de betrekking geschiedt op de eerste dag van de maand.

De bij de vorige leden bedoelde termijnen zijn echter niet van toepassing op de personeelsleden die zich kunnen beroepen op een gunstigere termijn bepaald bij het koninklijk besluit van 7 mei 1999 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan van het personeel van de besturen.

Art. 3. Aan artikel 7 van het besluit van de Regering van 13 februari 1997 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan van het personeel van de besturen worden de volgende woorden toegevoegd :

« — ofwel wanneer de ambtenaar een loopbaanonderbreking geniet behoudens als deze loopbaanonderbreking toegekend wordt om palliatieve zorgverlening of zorgverleningen aan een lid van het gezin of de familie dat ernstig ziek is of om het ouderschapsverlof. »

Art. 4. In artikel 4, tweede lid, van het besluit van de Regering van 14 juli 1998 betreffende de halftijdse vervroegde uittreding, wordt het woord "halftijdse" geschrapt.

Art. 5. Artikel 6 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 26 oktober 2000 houdende maatregelen tot toepassing van de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector - vrijwillige vierdagenweek - voor de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, het "Commissariat général aux Relations internationales" (Commissariaat-Generaal voor Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap), de "Office de la Naissance et de l'Enfance "ONE" (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn van de Franse Gemeenschap) en de "Service de perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française" (Dienst voor heffing van het kijk- en luistergeld van de Franse Gemeenschap), wordt als volgt gewijzigd :

1° aan paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "behoudens wanneer, met toepassing van § 2, het genot van de loopbaanonderbreking onderbroken wordt door het stelsel van de vrijwillige vierdagenweek" toegevoegd;

2° aan paragraaf 2, eerste lid, worden de volgende woorden toegevoegd :

« — loopbaanonderbreking om palliatieve zorgverlening of zorgverleningen aan een lid van het gezin of de familie dat ernstig ziek is ».

Art. 6. Opgeheven worden :

1° het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 8 december 1988 tot bepaling van sommige ambten waarvan de titularissen van het voordeel van de onderbreking van de loopbaan worden uitgesloten;

2° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 1995 waarbij het koninklijk besluit van 28 februari 1991 betreffende de halftijdse loopbaanonderbreking in de rijksbesturen van toepassing wordt verklaard op de ambtenaren van de Diensten van de Regering en van sommige instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschap;

3° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 november 1996 waarbij het koninklijk besluit van 28 februari 1991 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in de besturen en andere diensten van de ministeries op de ambtenaren van de Diensten van de Regering en van sommige instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschap toepasselijk wordt verklaard.

Nochtans, blijven de personeelsleden die op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit een stelsel van loopbaanonderbreking genieten met toepassing van een van de bij vorig lid bedoelde besluiten, onderworpen aan genoemd besluit tot het einde van de lopende loopbaanonderbrekingsperiode.

Art. 7. Opgeheven worden, in het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verlopen toegestaan aan personeelsleden van de Rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid :

1° artikel 11, 1°;

2° Hoofdstuk VI.

Art. 8. Treden in werking op 31 december 2006 :

1° Hoofdstuk III, afdeling 3 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004 betreffende de verlopen en afwezigheden van de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren;

2° dit besluit.

Art. 9. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 15 september 2006.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,

Cl. EERDEKENS